

Wotx . 3.2.92

1

\*\*\*

2) Entretiens du President de la Confederation, M. R. Felber (BRF) avec le President de la RFTS, M. V. Havel, a l'occasion de la reunion des MAE de la CSCE, Prague, 30/31 janvier 1992

Cinq mois apres sa visite bilaterale, BRF a ete recu par le President Havel au Chateau. Havel a remercie une fois de plus la Suisse pour son aide, qui a d'ores et deja porte ses fruits. BRF a informe son hote de la totale satisfaction des professeurs de St-Gall engages dans le projet de formation de cadres d'entreprise. Il a souligne encore l'importance decisive, aussi pour l'Europe occidentale, que le front de la democratie s'avance, en se renforçant, toujours plus a l'Est. La desintegration de l'URSS donne un role encore accru aux pays d'Europe centrale. En consequence, l'aide publique ne doit pas diminuer et les conditions doivent etre les plus favorables possible aux investissements prives. A ce propos, BRF signale l'incertitude quant a l'avenir de l'unite du pays comme un facteur defavorable. Havel a ete pus pessimiste a ce sujet qu'en automne 1991. Il est vrai qu'il vient de subir plusieurs echecs face a la classe politique (parlement) qui n'apprécie pas la volonte du president de s'adresser directement au peuple. Il reconnait son echec de vouloir en deux ans etablir definitivement les bases des nouvelles structures politiques du pays. Havel estime la situation "tres grave" mais ne veut pas croire que les separatistes, largement



minoritaires en Slovaquie, puissent imposer leur volonte a la majorite. Ce sont eux, en attendant, qui bloquent la mise en oeuvre des reformes politiques, puisqu'ils s'opposent au referendum seul susceptible de lever definitivement l'hypothèque de la division qui empoisonne l'atmosphere. Le president ne va rien imposer, mais continuera son effort de persuasion.

### 3) Rencontre des MAE des pays de l'AELE

Sous la presidence d'Hannibalson (Islande), les MAE des pays de l'AELE ont egalement mis a profit leur presence a Prague pour faire le point sur l'Espace economique europeen. Ils ont convenu que seule une decision politique peut encore sauver l'entreprise. Le Conseil des Ministres qui se tient le 3.2. a Bruxelles est de la plus haute importance a ce sujet. Plusieurs demarches aupres des MAE de la CE ont ete faites au cours des derniers jours, pour les convaincre de mettre un terme a une situation qui ne peut pas s'eterniser.

### 4) Rencontres du Chef du departement (BRF) en marge du World Economic Forum, Davos, 1er/2 fevrier 1992

Selon la tradition, BRF a profite de son sejour a Davos pour rencontrer une partie des leaders mondiaux qui s'y etaient donnes rendez-vous. La participation cette annee etait particulierement nombreuse et relevee.

Le noyau dur a été constitué par la rencontre avec les présidents Ter-Petrosian (Arménie), Moutalibov (Azerbaïdjan) Chouchkevitch (Belarus), Nazarbayev (Kazakhstan), Snegur (Moldavie), Karimov (Ouzbékistan) et deux entretiens substantiels avec le Président Kravtchouk (Ukraine) et le Vice-PM Chokhine (Fédération de Russie) accompagné du Vice-Président du Soviet Suprême Shumeïko.

K r a v t c h o u k a concentré son intervention sur le fait que contrairement à ce que l'on semble penser en Occident, la question de la succession de l'URSS n'est pas réglée, à l'exception de la représentation au Conseil de Sécurité de l'ONU et, dans le domaine militaire, du commandement des troupes stratégiques. Il s'est montré irrité par les nombreuses déclarations de Yeltsine aux USA (''réduction de quelle force?''). Aucune discussion n'a préparé son voyage américain. Par conséquent il n'aurait dû, selon le président, parler que des questions qui sont exclusivement de la compétence russe. Concernant la dette, l'Ukraine reprend 16,4 pour cent à son compte et revendique aussi sa part d'avoirs à l'étranger (question non réglée). Le président rappelle l'erreur de l'Occident qui a cru que le service de la dette ne pouvait être assuré que par le centre, c'est-à-dire l'URSS. L'Ukraine propose une conférence internationale sur la dette à Kiev. Dans le domaine militaire, elle s'en tiendra à ses engagements (domaine nucléaire) et fixe à 200'000 hommes ses troupes conventionnelles. Concernant les minorités, Kravtchouk s'est montré très inquiet par les déclarations de Yeltsine aux USA sur le droit d'ingérence. Par

ailleurs, il pense que les 12 mio de Russes d'Ukraine sont dans une meilleure situation generale que les Ukrainiens eux-memes. Dans le domaine economique, la marche vers l'economie de marche va se poursuivre, meme si elle sera difficile. L'Ukraine va creer sa propre monnaie et pour ce faire aura besoin de l'aide internationale (FMI/BM) pour en assurer la convertibilite. Il prevoit l'equilibre de la balance des paiements pour fin 92. Il a deplore qu'aucune concertation n'ait eu lieu entre les republicues avant la mise en vigueur de la loi de liberalisation des prix. Le President enfin a vigoureusement conteste que l'Ukraine soit un empecheur de tourner en rond au sein de la CEI. BRF a pour sa part accepter la demande de l'Ukraine de ne plus se contenter de l'information unilaterale de Moscou pour les affaires de la Republique. Il s'engage a favoriser l'etablissement de relations politiques et economiques stables entre les deux pays.

C h o k h i n e (Federation de Russie) a transmis le souhait de son pays de cooperer sur une base pragmatique avec la Suisse (remplacement de la commission mixte par quelque chose d'efficace). L'adhesion aux institutions de Bretton Woods constitue un interet commun pour les deux pays. Concernant les structures de l'Etat, les Russes se sont montres tres interesses aux notes, notamment concernant le droit des minorites (''la Russie ne peut pas se diviser en 88 parties'').

Le Vice-President du Soviet Supreme souhaite des echanges parlementaires. BRF a explique a Chokhine, tres interesse, l'etat de la question europeenne en Suisse.

Par ailleurs, BRF s'est entretenu avec le PM suedois, C. B i l d t (B).

Das Gespraech, an dem auch Staatssekretaer Blankart teilnahm, war ausschliesslich der Integrationspolitik der beiden Laender gewidmet. B sieht den EWRV fuer Schweden als Interimsregelung bis zum Beitritt als unverzichtbar an. Den Beitritt direkt anzusteuern, sei keine Option. Der politische Wille, die aus dem Gutachten des europaeischen Gerichtshofes entstandenen Probleme zu loesen, sei bei den Mitgliedstaaten der EG vorhanden. Allerdings wird dies in manchen Laendern durch den Hinweis relativiert, dass den EFTA-Mitgliedern der Beitritt offen stuede und sie deshalb an den EWRV nicht allzu hohe Anforderungen stellen sollten. Island und die Schweiz haetten wohl mit einer Regelung, die den Vorstellungen der EG-Kommission entgegenkommt, am meisten Probleme. Norwegen koennte sich seines Erachtens flexibel zeigen, wenigstens sofern es ebenfalls den Beitritt ins Auge fasst. Das schwedische Parlament sollte den Beitritt vor den Neuwahlen im September 1994 genehmigen, was den Antrag der Regierung im Dezember 1993 voraussetze. Wenn der europaeische Rat im Juni in Lissabon gruenes Licht fuer die Beitrittsverhandlungen gebe und

das Mandat in der zweiten Jahreshälfte unter der britischen Präsidentschaft verabschiedet werde, sei dieser Zeitplan realisierbar. Auszuhandeln seien nur die schwedischen Mitwirkungsrechte in den Institutionen und die Beiträge an das EG-Budget. Die Landwirtschaft stelle z.B. kein Problem dar. Ebenso wenig die Neutralität, welche Schweden nie als dauernden Status festgelegt habe. Die Beschlüsse von Maastricht gäben für die schwedische Sicherheitspolitik genügend Spielraum, so dass diese nicht Gegenstand der Beitrittsverhandlungen zu sein habe.

L'entretien BRF-Andriessen (A) (Vice-Président de la Commission de la CE) a porté sur le GATT, l'EEE et l'aide à l'ex-URSS.

GATT: Ce qu'on demande en matière agricole à la CE est au-dessus du maximum de ce qu'elle peut donner; les USA notamment sous-estiment complètement les difficultés agricoles dans la Communauté. Le "papier" Dunkel est donc inacceptable et, dans ces conditions, A n'exclut plus un échec de l'Uruguay Round, ce qui serait désastreux pour les autres domaines ou des résultats substantiels sont déjà sur la table.

EEE: A partage notre inquiétude et constate qu'aucune des solutions ébauchées actuellement ne semble pouvoir convenir. S'il estime - à titre personnel - que la Cour a "sureagi", les faits

n'en sont pas moins la et la Cour doit etre satisfaite. Son prestige a l'interieur de la CE est immense et la contourner par une decision au niveau politique n'est pas realiste, d'autant plus qu'il n'est pas toujours entierement convaincu par nos arguments. Il s'agit en particulier d'eviter que les operateurs economiques de l'AELE ne soient favorises par rapport a ceux de la CE, soumis eux, dans tous les cas a la juridiction de la Cour. Sa recommandation au Conseil des Ministres du 3.2. sera de poursuivre la recherche d'une solution ''juridiquement pure''. Il ne faut donc guere s'attendre a une autre decision a son issue.

BRF plaide pour la recherche d'une formule pragmatique et tout en reiterant notre position insiste sur le fait que les ''juges etrangers'' ne sont pas negociables. Le SE Blankart ebauche pour A quelques idees nouvelles pour debloquer la negociation. Ce dernier en prend note et promet de les etudier.

Mit Bezug auf die Hilfe an die Mitglieder der Gemeinschaft unabhaengiger Staaten meinte A, es waere besser gewesen, die Washingtoner Folgekonferenz in Tokio zu planen, verpflichtete doch die Einladung zur Durchfuehrung in Lissabon die EG ueber Gebuehr. Ueber die Soforthilfe hinaus gehe es in der naechsten Phase um technische Unterstuetzungsmassnahmen und die Ausarbeitung makro-oekonomischer Eckdaten. Der G-24 Rahmen sei dafuer sowenig geeignet wie die OECD. Die Groessenordnung der benoetigten Hilfe

verlange nach einem globalen Einsatz (Einbezug der Golfstaaten) und einem aktiven Einbezug der Bretton Woods Institutionen. Wichtig sei auch, vorgaengig mit den GUS-Staaten Voraussetzung und Verwendung der Hilfe festzulegen.

BRF a eu un entretien substantiel avec le PM Turc, D e m i r e l, qui s'est deroule dans une atmosphere amicale.

Der tuerkische Ministerpraesident Demirel - zum siebten Mal in 25 Jahren Regierungschef und seit 60 Tagen erneut im Amt - hebt zwei Akzente seiner Regierungskoalition besonders hervor:

1. Der Respekt der Menschenrechte, die Demokratisierung und die Staerkung des Rechtsstaates. Fuer die Verwirklichung der diesbeueglichen internationalen Verpflichtungen (UNO, KSZE, Europarat) wird inskuenftig ein Staatssekretaer fuer Menschenrechte verantwortlich sein.

2. Durch den Umbruch in den internationalen Beziehungen wird die Brueckenfunktion der Tuerkei hervorgehoben. Sein Land zeige exemplarisch, dass es keinen Widerspruch zwischen Islam, Demokratie und moderner Gesellschaft gebe.

BRF begruesst es, dass die Tuerkei die grossen Fragen unserer Zeit mit einer Regierung Demirel in Angriff nimmt und dass nun die

Zusammenarbeit mit ihr weitergefuehrt werden kann. Er weist auf die Verantwortung hin, die der Tuerkei heute hinsichtlich der suedlichen Republiken der GUS zukommt, damit diese nicht in den Einflussbereich des radikalen Fundamentalismus fallen. Auf dem Gebiet der bilateralen Beziehungen wird die Frage der schweizerischen Waffenexporte, die Kurdenproblematik und die Hilfe der Schweiz an die vom Golfkrieg besonders betroffenen Frontstaaten angesprochen.

Le PM grec M i t s o t a k i s a fait part a BRF de ses craintes concernant la Yougoslavie. Selon lui aucune solution n'est possible sans la Serbie (''Milosevic est leur seul leader raisonnable''). Il se mefie des vues bulgares (non-declarees) et albanaises (declarees) sur la Macedoine. L'independance de la Bosnie-Herzegovine serait tout a fait irrealisable.

BRF a aussi rencontre les Presidents L a n d s b e r g i s (Lituanie) et J e l e v (Bulgarie), qui lui ont decrit les besoins immenses de leurs pays et les problemes qu'ils rencontrent.

Les entretiens avec les PM d'Algerie (G h o z a l i) et de Tunisie (K a r o u i) ont surtout porte sur le fondamentalisme. Ghozali s'est montre curieusement tres sur de lui dans son interpretation des resultats du 1er tour des elections (''80 pour cent de la

population ne partage pas les vues du FIS'''). A une question de BRF, Ghozali a affirme que vouloir isoler la Lybie pourrait avoir de graves consequences. Il s'est montre reserve quant a l'independance totale du Sahara occidental, a une epoque ou l'Afrique du Nord recherche une solution d'integration.

Le PM S h a r i f du Pakistan souhaitait gagner le soutien suisse dans les differends qui l'oppose a l'Inde: Cachemire (droits de l'homme) et l'initiative du Pakistan en faveur de la denuclearisation de la region. BRF, sans s'engager concretement, a rappele la disponibilite de la Suisse, comme pour la question afghane, sur laquelle les deux pays sont d'accord (soutien du plan de l'ONU).

Le President de la Confederation a enfin saisi l'occasion de revoir le MAE indien S o l a n k i qui souhaitait l'entretenir de certaines questions bilaterales entre les deux pays.

Pour sa part, le SE Jacobi, a cote de nombreux autres contacts, a eu des entretiens avec le Vice-PM du Viet-Nam ainsi qu'avec le SE de l'Argentine.